

La communication inhérente à la nouvelle condition urbaine

Hervé Marchal et Jean-Marc Stebé



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8915>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8915

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2014

Pagination : 7-20

ISBN : 978-2-8143-0209-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Hervé Marchal et Jean-Marc Stebé, « La communication inhérente à la nouvelle condition urbaine », *Questions de communication* [En ligne], 25 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8915>

HERVÉ MARCHAL

Laboratoire lorrain de sciences sociales
Université de Lorraine
F-54000
herve.marchal@univ-lorraine.fr

JEAN-MARC STÉBÉ

Laboratoire lorrain de sciences sociales
Université de Lorraine
F-54000
Jean-Marc.Stebe@univ-lorraine.fr

LA COMMUNICATION INHÉRENTE À LA NOUVELLE CONDITION URBAINE

D'une façon générale, la ville est une œuvre dans la mesure où elle incarne une création humaine et résulte d'une volonté d'imprimer dans le temps et dans la matérialité du monde un témoignage de l'existence de l'homme. À cet égard, rappelons le sillon creusé dans la terre par Romulus afin de délimiter Rome, geste symbolique qui établit une différence entre la nature – monde sur lequel l'homme n'a pas d'emprise – et la culture – monde, en l'occurrence la ville, sur lequel l'homme marque son empreinte. De ce point de vue, la ville représente un pur construit humain, un monde artificiel qui fournit à la communauté humaine un cadre matériel protecteur face aux contraintes naturelles, ainsi qu'un milieu propice au développement de ses activités politiques, culturelles et économiques. La ville, en tant qu'*artefact*, révèle que l'homme est en mesure d'imposer ses lois et ses rythmes à la nature, d'humaniser son environnement, d'organiser son cadre de vie, de pérenniser sa présence et, partant, de s'éloigner de l'incertitude ontologique du monde (cycles de la nature, maladies, violence...).

Dans ce sens, l'œuvre que représente la ville révèle combien l'homme, bien qu'étant un être de nature, est aussi et surtout un être de culture capable de domestiquer le monde et de protester contre l'évanescence en édifiant des instances et des lieux dans lesquels il dépose ses inventions, ses créations et ses idées. Au fur et à mesure de leur accumulation, celles-ci s'opposent à la force corrosive du temps et finissent par donner forme à une objectivité culturelle qui permet à l'homme de les communiquer aux générations suivantes.

La communication : une des conditions nécessaires à l'apparition des villes

Œuvre d'origine exclusivement humaine, la ville procède du geste et de la parole de l'homme, de l'intervention de la main et de l'esprit. Établissement humain circonscrit par des frontières spatiales et organisé autour de spécialisations et de hiérarchisations sociales, elle s'avère être un espace de liberté et d'émancipation en raison même des normes sociales, des règles de vie et des valeurs culturelles qui y sont apparues et qui, tout en étant en perpétuel changement, parviennent à harmoniser la vie entre les individus, ou du moins à la favoriser (Stébé, Marchal, 2009). Par essence, la ville est un nœud de communication et, de tout temps, elle matérialise et rend possibles les échanges, les interactions, les transactions, les rapprochements et, bien sûr, les séparations.

Preuve en est que, depuis l'apparition des premières cités il y a environ 5 500 ans, les hommes n'ont eu de cesse de développer les échanges économiques et culturels, de multiplier les rencontres politiques et diplomatiques, et d'intensifier les mobilités humaines et non humaines en se rendant d'un foyer de vie à un autre. Il n'est qu'à voir comment les savants de l'Antiquité se déplaçaient déjà d'une ville à l'autre pour échanger leurs idées et débattre. Par exemple, au III^e siècle avant notre ère, Archimède de Syracuse (Italie), Philon de Byzance (Turquie) ou encore Apollonius d'Alexandrie (Égypte) ont échangé leurs travaux et ont multiplié les rencontres interpersonnelles. Plus largement, si la communication peut se passer des villes, ces dernières ne peuvent se passer de la communication ; elles n'existent qu'à travers des flux migratoires, des diasporas et des réseaux d'échanges, ne serait-ce que pour être approvisionnées en vivres et en objets de première nécessité.

L'équation ville = communication n'a peut-être jamais été aussi manifeste qu'à l'heure actuelle dans la mesure où les villes, du moins les plus influentes, se trouvent au cœur de réseaux planétaires où êtres, idées et choses circulent sans cesse, de plus en plus vite, comme si les distances physiques se réduisaient au point de ne plus exister. Aujourd'hui, le monde des villes dans lequel nous entrons de plain-pied est un monde de communications, et il ne peut en être autrement.

La communication exacerbée dans la ville mondialisée

Afin de saisir les évolutions actuelles transformant en profondeur la ville, il paraît pertinent de revenir sur les tensions originelles qui la traversent. À ce propos, « la ville est à la fois territoire et population, cadre matériel et unité de vie collective, configuration d'objets physiques et nœud de relations entre sujets sociaux » (Grafmeyer, 1994 : 8). En d'autres termes, elle renvoie à deux ordres de réalité : d'une part, une ville statique, sinon figée, du moins circonscrite pour un temps dans des cadres matériels et, d'autre part, une ville dynamique, habitée par des individus et des groupes en interaction, voire en tension. D'une façon générale, elle peut s'appréhender comme un point d'articulation privilégié entre un espace densifié, différencié et limité dans son étendue, et une population agrégée, hétérogène et spécialisée ; elle est un lieu de communication entre de multiples acteurs de la vie sociale et une matérialité objectivée, instituée, formalisée.

S'il revient à Henri Lefebvre (1970) d'avoir été, dans les années 60, l'un des premiers à percevoir les prémices de la transformation de la ville industrielle en ville urbanisée, il est désormais admis que, sous la pression de l'urbanisation, les villes des quatre coins de la planète se sont, sinon métamorphosées, du moins restructurées, dans la mesure où elles sont contestées dans leurs limites historiques pour s'étendre bien au-delà de leur périmètre initial et se disperser ainsi dans un monde urbain diffus aux contours incertains. C'est alors que la ville classique – ou historique – est progressivement devenue une expression parmi d'autres de ce que l'on peut dénommer l'urbain.

L'urbain, c'est l'extension des agglomérations sur des espaces agraires, c'est le recul de la campagne face à des logiques économiques et sociales que rien ne semble pouvoir retenir, ce sont des champs et des forêts qui se trouvent encerclés ou annihilés par des zones commerciales ou des quartiers pavillonnaires nouvellement construits. C'est également l'implantation récurrente et uniforme d'une ville à l'autre des mêmes chaînes d'hôtels, de jardineries ou encore de magasins de bricolage installés à la lisière des villes (Marchal, Stébé, 2011). Mais l'urbain, c'est aussi, et surtout, la remise en cause de l'espace au profit du temps comme si la ville tout entière était en mouvement (Allemand, Ascher, Lévy, 2004). Aujourd'hui, on ne raisonne plus en nombre de kilomètres parcourus, mais en temps passé dans les transports : on ne sait pas exactement quelle est la distance entre Paris et New York, mais on sait que cela correspond à environ sept heures de vol. De ce point de vue, l'urbain est plus que la ville, étant donné que celui-ci peut exister sans la ville, notamment lorsqu'il se réalise à travers une société urbaine mondialisée et mondialisante ayant tendance à se déterritorialiser, à se dématérialiser et à s'homogénéiser en raison de la diffusion planétaire des moyens de transports à grande vitesse et sous la pression des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Dans cette société urbaine de l'hypermobilité et de l'interconnexion, il est opportun de remettre en cause ou, tout du moins, de relativiser une conception statique de l'espace, dans la mesure où les individus organisent leur quotidien autour d'une multiplicité de lieux au statut indéterminé : en effet, on peut travailler chez soi *via* l'internet, ou encore téléphoner à ses enfants depuis son bureau situé à l'extérieur de son domicile. Dans ce sens, Vincent Kaufmann (2009) a distingué trois types d'espace. D'abord, l'espace « aérolaire » renvoie à une conception fondée sur des milieux définis, supposés homogènes et délimités par des frontières. Puis, l'espace « réticulaire » correspond à un agencement fonctionnel de lignes et de points, discontinu et ouvert, où chacun dispose d'une accessibilité au réseau qu'il constitue. La littérature sur les villes globales s'appuie beaucoup sur cette conception lorsqu'il s'agit de mettre en évidence les liens de dépendance entre des métropoles à partir de lignes aériennes, de voies ferrées, de réseaux satellitaires ou encore de flux téléphoniques. Enfin, l'espace « rhizomique » représente un monde où la distance ne compte plus, où le spatial s'efface. Ici, le temps supplante de façon radicale l'espace qui apparaît lisse, ouvert, indéfini, en mouvement perpétuel. Celui-ci est alors comparable à un rhizome, continûment en réorganisation, fait d'orientations mouvantes qui sont autant d'opportunités.

Ainsi, à l'heure de « l'urbain généralisé » (Lussault, 2007), autrement dit de la société urbaine, la ville n'est-elle pas sans effets sur les manières de vivre, qu'il s'agisse des façons de penser, d'aimer, de manger, d'entendre ou encore de communiquer.

La ville communicationnelle

La société urbaine a rendu la communication incontournable dans la vie quotidienne de milliards d'individus urbanisés à travers l'utilisation banalisée du téléphone portable et de l'ordinateur. En outre, la communication est devenue un support au service du développement des territoires, du marketing urbain et de la promotion des grandes villes engagées dans une concurrence internationale. Par ailleurs, elle apparaît comme un outil de la gouvernance urbaine tant sur le plan de la participation citoyenne que sur celui de la gestion d'ensembles urbains complexes. Enfin, la communication est partie prenante des enjeux économiques et culturels inhérents au monde urbain généralisé. En effet, dans celui-ci, force est de constater que la communication va de pair avec le mouvement (Allemand, Ascher, Lévy, 2004), la mobilité effrénée (Urry, 2000) et l'accélération des rythmes de vie et des flux (Rosa, 2010).

Pour s'intégrer dans le grand jeu de l'urbanisation généralisée, il est devenu indispensable de bouger, de se déplacer, d'aller d'une métropole à l'autre. Ce constat est d'autant plus vrai dans une société qui promeut à ce point les loisirs et dans un marché de l'emploi demandant toujours plus de flexibilité. Pour preuve, les déplacements liés aux loisirs ont augmenté de façon considérable, passant de 23 minutes par jour en moyenne en 1984 à 50 minutes en 2005, tandis que ceux

liés au travail sont passés de 17 à 23 minutes durant la même période (Insee, 2009). Par ailleurs, de plus en plus de citoyens sont engagés dans de nouvelles formes de mobilité, comme la multirésidentialité ou la pendularité de longue distance. Effectivement, il s'avère qu'un nombre croissant d'individus habitent dans deux ou plusieurs logements parfois distants (souvent pour des raisons professionnelles et familiales), ou n'hésitent pas à parcourir quotidiennement de longs trajets (en voiture, en train, voire en avion) rendus nécessaires dans des organisations socio-urbaines multipolaires.

Dans la société urbaine communicationnelle, la mobilité est aussi bien une pratique qu'une valeur et même un droit. D'où l'importance de saisir, au niveau de l'individu, ses capacités réelles à se mouvoir, ce que Vincent Kaufmann (2007) propose de conceptualiser sous le vocable de « motilité ». À cet égard, Zygmunt Bauman (1998) affirme que, pour se définir et se légitimer sur le plan identitaire, l'important est moins l'ancrage territorial que la capacité à être mobile. La ville qui émerge est une « ville mobile », dans laquelle se redéfinit le rapport de chacun à autrui, aux espaces et au monde.

En d'autres termes, dans la société urbaine, l'individu légitime est non celui qui est connecté aux mondes proche et lointain, mais également celui qui consomme de l'espace. D'ailleurs, la renommée de la *jet-set* est, comme son nom l'indique, sa formidable capacité à consommer de l'espace, à user de toutes sortes de mobilités et à s'inscrire dans de multiples réseaux communicationnels. La figure paradigmatique n'est-elle alors pas celle du « spatiophage » (Lussault, 2009), c'est-à-dire de cet individu à fort capital économique et communicationnel qui signe son identité personnelle et sociale par la consommation quasi compulsive d'espaces urbains ainsi que d'outils de la communication de plus en plus performants et adaptés à ses manières de vivre ?

« Le véritable spatiophage est toujours en mouvement, les seules haltes qu'il s'accorde sont planifiées, inscrites dans l'agenda, équipées et instrumentalisées. Il s'affilie à son groupe social en médiatisant cette mobilité boulimique, en la mettant en images et en récits, dont la presse *people* et même les médias plus sérieux nous livrent les histoires les plus significatives et nous mettent en scène les types d'espaces et de pratiques emblématiques » (Lussault, 2009 : 751).

Cela étant précisé, il n'y a pas que les individus qui bougent. Les flux matériels et immatériels sont devenus centraux dans ce réseau urbain planétaire, théâtre d'intenses échanges et communications que forment désormais les plus grandes villes du monde. Ces dernières constituent un « archipel mégapolitain mondial » (AMM) regroupant l'ensemble des villes qui contribuent à la direction du monde.

« S'y exerce la synergie entre les diverses formes du tertiaire supérieur et du "quaternaire" (recherches, innovations, activités de direction). L'AMM marque conjointement l'articulation entre villes appartenant à une même région et entre grands pôles mondiaux. D'où cette émergence de grappes de villes mondiales [...]. Les mégalo-pôles ont d'excellentes liaisons avec les autres "îles" de l'archipel mégapolitain mondial et concentrent entre elles l'essentiel du trafic aérien et des flux de communication » (Dolfus, 1997 : 25-27).

L'existence de l'AMM révèle à quel point les grandes villes actuelles représentent une scène internationale sur laquelle se développe un mode de vie globalisé et globalisant articulé dans une large mesure à partir d'activités communicationnelles frénétiques.

À ce propos, les mégalopoles constitutives de l'AMM peuvent être considérées comme une seule ville, une sorte de mégaville communicationnelle correspondant en grande partie à ce que Jacques Lévy (2009) nomme une « Ville-Monde ». En effet, selon le géographe, nous sommes passés d'une situation où la plupart des villes, même les plus importantes, pouvaient, jusqu'à un certain point, s'ignorer mutuellement à une situation où, dans le nouveau système urbain globalisé, chaque ville mondialisée se définit par rapport à toutes les autres. Ce à quoi nous assistons est une ouverture des flux de tous les lieux du monde vers toutes les « îles » de l'archipel planétaire et, par extension, à l'émergence inédite d'un vaste espace planétaire saturé de communications en tous genres. La généralisation de la communication sur l'ensemble de la planète autorise même à parler d'un « cyberterritoire » formé par l'ensemble des villes reliées entre elles par des milliers de kilomètres de câble, d'innombrables couloirs d'ondes *wi-fi* et d'infinis réseaux électroniques. Ainsi les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) structurent-elles un monde urbain de plus en plus interconnecté où la distance tend à se rétrécir à partir d'une nouvelle échelle temporelle résultant de la vitesse avec laquelle on passe d'un point à un autre (avion, train à grande vitesse...) et de la simultanéité avec laquelle on communique aujourd'hui (internet). Ce cyberterritoire peut rassembler des centaines de millions d'individus partageant un même moment, que celui-ci soit ludique, comme c'est le cas lors des Jeux olympiques, ou dramatique, à l'instar des attentats du 11-septembre. Ce cyberterritoire peut faire coïncider le réel avec le virtuel ; ainsi en est-il lorsque plusieurs milliers de jeunes gens se retrouvent en pleine campagne pour une *rave party* dans un lieu tenu secret jusqu'à la dernière minute, ou encore lorsque plus de 10 000 personnes se donnent rendez-vous par texto ou par courriel pour un dîner chic en blanc dans un haut lieu de Paris dévoilé quelques heures avant le festin.

Arjun Appadurai (1996) insiste : la globalisation et l'interconnexion des villes non seulement intensifient les formes de manifestations identitaires collectives, mais fait naître des horizons de sens collectifs, des « paysages d'identité de groupe » que l'auteur appelle des « *ethnoscapes* » fondés sur des images culturelles partagées à travers le monde (*ibid.* : 91 sq.). L'internet et la télévision par satellite, entre autres médias, permettent aux immigrés d'entretenir des liens et des connexions avec leur pays d'origine, de construire du sens avec d'autres immigrants situés aux quatre coins de la planète, de recomposer leur identité en fonction de ce que le monde offre comme images. Aussi est-il désormais nécessaire de compter avec la multiplicité des appartenances culturelles d'individus qui se définissent et se sentent simultanément d'ici et d'ailleurs. Cette nouvelle donne urbaine planétaire, cette mégaville communicationnelle comme nous la nommons, traduit l'émergence d'un véritable « transnationalisme » qui exige de prêter attention à une dynamique culturelle de fond se déployant partout à travers les villes du monde : la déterritorialisation. Celle-ci

concerne aussi bien les firmes multinationales, les marchés financiers, les entreprises de la culture et de la connaissance que les communautés ethniques, les mouvements religieux et les formations politiques, autant d'institutions au sens large n'hésitant pas à s'émanciper des limites territoriales spécifiques incarnées notamment par les États-nations (Sassen, 1991).

En outre, l'un des effets de la mondialisation des échanges et des images est d'augmenter notre capacité d'identification avec l'autre lointain qui habite la même « Terre ». Comme l'a déjà souligné Norbert Elias (1987) dans *La société des individus*, notre capacité d'identification à l'autre s'étend au-delà des frontières à partir du moment où l'on est sensibilisé à son sort. Les habitants de la planète ne peuvent plus faire comme s'ils étaient indépendants les uns des autres. De fait, ils sont en interrelation, reliés les uns aux autres, comme l'a révélé la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon survenue à la suite du tsunami qui a dévasté le Nord de la péninsule nippone au début de l'année 2011. Parce qu'un nuage radioactif se moque des frontières nationales et géographiques, parce que l'arrêt temporaire d'usines japonaises (comme Toyota) a pour conséquence de mettre au chômage technique des ouvriers français qui manquent de pièces pour assembler des moteurs, le monde est engagé dans une interdépendance et une intercommunication sans précédent dans l'histoire de l'humanité, d'où la notion de « *world risk society* »¹ avancée par Ulrich Beck (1999). Nous sommes désormais confrontés à l'avènement d'une « empathie cosmopolite », d'une « globalisation des émotions » (Beck, 2004 : 18) qui exigent de penser au-delà des cadres nationaux. La mobilité internationale impose de tenir compte de ce fait, « historiquement irréversible, que de Moscou à Paris, de Rio à Tokyo, les hommes vivent depuis longtemps dans un système d'interdépendances réellement existant qu'eux aussi, en produisant et en consommant, contribuent à densifier; tout comme les risques civilisationnels qui en résultent se répercutent dans leur vie quotidienne » (*ibid.* : 25).

Les oubliés de la communication globale

Cependant, toutes les catégories sociales urbaines, loin s'en faut, n'ont pas le même accès à la mobilité internationale, au cyberterritoire, aux TIC et aux ressources qu'ils requièrent. En dehors d'une élite cinétique internationale, la plupart des individus continuent de vivre plus ou moins à l'écart des réseaux planétaires. *De facto*, tous les urbains ne perçoivent pas la planète par le même point de vue que celui véhiculé par les élites intellectuelles et financières, par la classe politico-médiatique, par les vedettes de la mode et du cinéma ou encore par les blogueurs en tous genres. C'est pourquoi l'ethnologue Jonathan Friedman (2000) insiste sur le fait que tout le monde n'a pas « une vue aérienne » de la terre qui permettrait de voir la planète comme un « bazar multiethnique ». Contrairement à ce que véhicule une « vulgate transnationaliste » mettant en scène des citoyens mondialement intégrés, beaucoup d'individus urbanisés

¹ L'expression « *world risk society* » peut être traduite par « société du risque planétaire ».

continuent à construire leur identité collective ou individuelle à partir d'ancrages territoriaux, localisés, qui limitent plus ou moins leur accès à la culture globale. C'est dire si ces observations montrent à quel point la vie urbaine n'est pas si déspatialisée ou délocalisée qu'il n'y paraît au premier abord. C'est dire également si les identités continuent à s'inscrire dans des espaces, même si, dorénavant, elles doivent plus que jamais compter avec des références globales issues des flux culturels et économiques mondiaux. Aussi la vie de beaucoup d'individus se comprend-elle à l'aune de cette tension entre local et global, entre stabilité et mouvement, entre territorialisation et déterritorialisation. Par conséquent, il est important, d'une part, de ne pas croire que l'identité se limite aux seuls territoires que les individus fréquentent (piège du localisme) et, d'autre part, de ne pas adhérer aux discours qui mettent en avant un individu hypermobile, hypercommuniquant, hyperconnecté, se jouant facilement des obstacles physiques et des contraintes spatiales comme s'il vivait hors sol (piège du transnationalisme). Entre ces deux cas de figure extrêmes, il existe un *continuum* de situations ordinaires où les individus vivent et conduisent leur vie quotidienne en étant attachés à leur environnement local (logement, immeuble, rue, quartier...) et engagés dans des communications et des échanges en réseaux qui les relient au monde entier (voyages, internet, télévision, livres, portables...).

La ville : une œuvre où la communication est multiscale et multiforme

Au regard des développements précédents sur les formes que prend la communication dans la ville d'aujourd'hui, il est important d'y saisir la place des architectes. En effet, ceux-ci développent des stratégies de communication relevant souvent de logiques de séduction envers les décideurs et autres opérateurs de la ville qui, de leur côté, utilisent ces mêmes architectes et, partant, leur production architecturale, à des fins de communication, que ce soit en direction des administrés, des consommateurs, des touristes ou encore des acteurs économiques. Comme le rappelle Olivier Chadoin dans la contribution qui ouvre ce dossier de *Questions de communication*, désormais, les villes sont engagées dans une compétition urbaine nationale et internationale au sein de laquelle la production architecturale, de même que la culture et l'histoire, apparaissent « comme des ressources mobilisables pour bâtir du capital symbolique, une identité distinctive, et ainsi développer une attractivité ». L'auteur insiste sur le fait que, dans un tel contexte, le marketing urbain mobilise de plus en plus la « griffe » architecturale, créant ainsi les conditions d'une « star-architecture ». « Le petit monde de l'élite mondialisée que forment les "starchitectes" est aujourd'hui mobilisé pour contribuer à ériger les villes en grandes marques ou labels [...]. Les architectes sont devenus des "metteurs en scène de tendance" (*trend setters*) au service du marketing territorial ». Comme cela a été souvent observé au cours de l'histoire urbaine, l'architecture est engagée au service des décideurs politiques pour produire monuments, tours et autres édifices prestigieux, lesquels sont autant de manifestations du pouvoir, de la

puissance, de la grandeur et de la magnificence d'une ville. L'architecture n'a jamais été une simple réponse à un besoin fonctionnel (habiter, circuler, travailler...). Olivier Chadoin en conclut que « ses formes informent au sens où elles expriment réellement et symboliquement un état du monde social ».

Pour sa part, à partir du cas de Milan, Bruno Cousin montre que, au-delà de l'architecture en tant que telle, l'action controversée d'un homme, en l'occurrence Silvio Berlusconi, a été décisive dans l'aménagement, le développement et la fabrication d'une partie de la capitale de la Lombardie. L'auteur insiste plus particulièrement sur le recours à des stratégies spécifiques d'innovation, de promotion immobilière, de marketing urbain et de réinterprétation mémorielle de quelques quartiers périphériques. À travers ces stratégies, celui que l'on nomme *il Cavaliere* a fait émerger de nouvelles zones résidentielles destinées aux classes aisées milanaïses : Milano San Felice et Milano 2 dans la commune de Segrate. Issus de vastes opérations d'arasement, de reconstruction, de repeuplement et de sécurisation (fermeture), ces deux quartiers entendent proposer un mode de résidentialité légitime et attractif, fait d'entre-soi bourgeois et de mise à distance des catégories sociales populaires. En réalité, refondés au cours des années 70, Milano San Felice et Milano 2 représentent certainement la principale exception par rapport à la centralité historique de Milan, traditionnellement habitée par les classes aisées. Mais, Bruno Cousin observe que, loin de contribuer au développement d'un centre urbain alternatif, « les quartiers refondés segreatais ont introduit dans la métropole milanaïse de luxueuses banlieues résidentielles, satellites de la commune centrale et d'autant moins insérées sur le territoire communal que leur configuration ségréguée et leur homogénéité sociale susciterent dès le départ l'hostilité des habitants antérieurs et des alentours ». C'est dire que, en dépit d'une politique communicationnelle agressive et d'un marketing urbain forcené, Silvio Berlusconi et ses complices architectes et promoteurs immobiliers ne sont pas parvenus, loin s'en faut, à remettre en cause la territorialité bourgeoise de la ville centre. Preuve en est que, encore aujourd'hui, le fait de résider au sein d'un quartier de refondation, et plus généralement d'habiter en banlieue, ne concerne qu'une petite minorité de classes aisées de la capitale lombarde. Et l'auteur de noter que « cela continue à être stigmatisé par la plupart des Milanais aisés comme un mode de vie inauthentique, artificiel, et un renoncement injustifiable à l'histoire et à l'offre culturelle de la ville ».

C'est certainement au regard d'une situation comme celle observée à Milan que l'article de Pierre Hamel sur les dimensions démocratiques de la gouvernance urbaine prend tout son sens. Car l'objectif du sociologue canadien est d'interroger les enjeux sous-jacents à la communication entre les acteurs qui font la ville, à commencer par les habitants ordinaires – l'homme quelconque de la rue – et pas seulement par les opérateurs légitimes et les décideurs politico-institutionnels de la ville. Selon Pierre Hamel, malgré un retour sur le devant de la scène du débat sur la démocratie au cours des vingt dernières années, la problématique de la participation des citoyens aux affaires urbaines tel qu'abordée dans les travaux de sciences politique et sociales aide peu à éclairer les choix collectifs en matière de planification, de développement

et de design des villes contemporaines. En effet, il est urgent d'appréhender ces affaires urbaines en lien avec les transformations majeures qui les affectent. En ceci, comprenons l'engagement dans un processus de globalisation de l'économie et de mondialisation des échanges humains et non humains, la formation de vastes villes-régions et de réseaux métropolitains, la prégnance des TIC et de la « connectivité sociale », ou encore l'évolution des relations entre les élites et les citoyens ordinaires (*ordinary people*) et entre les institutions publiques et le secteur privé. *In fine*, le chercheur insiste, d'une part, sur les conditions propices à l'expression et à la capacité d'influence des citoyens ordinaires d'autant plus probables que s'organisent des espaces de confiance et de parole et, d'autre part, sur la nécessité de prendre ses distances vis-à-vis des discours des acteurs afin de privilégier les cadres de l'action collective dans lesquels prend place la communication ordinaire, autrement dit la participation citoyenne avec son lot de conflits, de désaccords, de consensus et d'ambivalences.

Si la question de la participation citoyenne ne peut faire l'économie d'une réflexion sur la communication, il en va de même en ce qui concerne la problématique du développement durable (DD). En effet, comment ne pas observer que les références au DD sont abondamment utilisées par les chargés de communication à des fins explicites d'attractivité, de promotion, de valorisation, en un mot de marketing urbain. Le propos de Philippe Hamman est de montrer comment le DD urbain est vanté, mis en scène, à travers des notions à la mode telles celles de ville durable, compacte, mixte, recyclable, ou encore participative. Mais, plus encore, on prend conscience du point auquel tout un répertoire discursif du DD urbain est convoqué à l'envi. Il suffit de penser à ce nouveau vocabulaire au service de stratégies communicationnelles s'apparentant à des standards nationaux, voire internationaux : « économie sociale et solidaire », « économie circulaire », « mobilité partagée », « mixité sociale », « éco-quartiers », « biodiversité », « éco-matériaux », « ville co-construite »... Comme l'écrit Philippe Hamman, « le parcours conduit dans la littérature en sciences sociales montre que le répertoire du DD correspond, en fonction des acteurs qui s'en saisissent et des territoires en jeu, à une pluralité de signifiants, en termes de contenus (en conjuguant diversement les trois piliers économique, environnemental et social) et de procédures (notamment en termes de démocratie et de gouvernance locales ou d'appel au citoyen actif) ». Mais, davantage, le DD urbain est intégré dans de multiples énoncés et autres récits associés d'une façon ou d'une autre à la ville. Ce sont là autant de « mises en mots » comparables à des énoncés performatifs dont sont avides les décideurs politiques et les innombrables experts en quête de légitimité.

En dehors de la communication officielle allant souvent de pair avec une logique de marketing urbain, il est possible de déceler d'autres déclinaisons de la communication en ville à travers ce que les géographes nomment « les figures du double ». Si l'on en croit Paul Arnould et Yves-François Le Lay, il semble permis de repérer dans la ville différentes façons de mobiliser cette notion. Par exemple, lorsqu'un quartier d'une agglomération se transforme, celui-ci devient le double de celui qui existait initialement. Ou encore lorsqu'une ville établit un contrat de jumelage avec une autre ville, ces deux entités urbaines jumelées deviennent chacune le double de

l'autre. Plus largement, ces figures autorisent à questionner avec un regard décalé les formes et évolutions de la ville contemporaine et, de façon plus spécifique, la communication, qu'elle soit interne ou externe à la ville, ou entre les villes. Les auteurs précisent : « Le double comme *sosie* est parfois recherché dans le développement des stratégies de jumelage, de partenariat ou de réseaux de villes ; sur le fondement de caractéristiques communes, des villes peuvent ainsi s'entendre pour concrétiser des échanges socioculturels ». Filant la métaphore, les géographes mentionnent également « l'image du miroir » qui accompagne les villes doublons se déployant de part et d'autre d'une discontinuité spatiale, tel un cours d'eau ou une frontière : « La croissance de l'une a favorisé celle de l'autre et peut être évaluée selon des critères communs en profitant d'une altérité toute proche ou d'une dissymétrie originelle ». Comprenons bien que les villes doublons communiquent, d'une façon ou d'une autre, par excès ou par défaut. La figure du double s'avère plus que jamais précieuse pour saisir comment, aujourd'hui, les villes globales communiquent entre elles en se dédoublant – faire comme l'autre – ou en se redoublant – faire mieux que l'autre –, l'objectif étant de se doubler, autrement dit d'être devant l'autre sur la scène internationale.

D'une certaine manière, la figure du double invite à observer les interstices et les creux de la ville au sein desquels émergent des façons informelles, silencieuses et même clandestines de communiquer. À cet égard, Sandro Cattacin et Mary Leontsini montrent à la suite de leurs investigations empiriques au sein d'associations de migrants comment la mobilité induit des rencontres, des interactions et des confrontations. Dans ces espaces pluriels de socialité, les migrants prennent conscience de leur différence en appréhendant autrui en termes d'altérité, se confrontent souvent pour la première fois les uns aux autres et se résignent à l'idée de vivre dans un endroit où l'on est *l'autre*. Les auteurs n'hésitent pas à élargir leur focale analytique afin de saisir les associations de personnes mobiles en tant qu'agents de la production d'une ville qui, rappelons-le, est toujours en mouvement. Dans ce sens, ils rappellent que ces associations jouent un rôle de médiation, produisent du sens et de l'identité urbaine, tout en générant des liens interpersonnels et interorganisationnels. À travers ces espaces de socialité hybride spécialisés dans l'accueil des migrants, on voit combien « la ville se régénère en liant son passé aux nouveaux arrivants et en inscrivant sa transformation permanente dans une continuité sociale et sémantique ». C'est dire si la présence de cette altérité devient une caractéristique de la ville et donne même à ses habitants la possibilité de vivre dans un contexte fait d'ouverture et d'urbanité. À l'instar de Chinatown à Londres, de la Porte de la Chapelle à Paris ou encore du quartier populaire du Kreuzberg de l'ancien Berlin-Ouest, « les quartiers de la différence peuvent devenir des pôles d'attractivité et entrer parmi les lieux aimés de tous les habitants de la ville, voire faire partie du marketing urbain et de l'image que la ville propose aux touristes ». Les travaux des deux chercheurs invitent à penser la mobilité des migrants en termes de communication au sens large, que ce soit au sein même des associations, que ce soit entre les migrants et les autochtones ou entre la ville d'origine et celle d'accueil.

Au-delà de l'exemple des associations de migrants, il est intéressant de noter que, statistiquement, les villes réunissent en leur sein des populations riches et pauvres. En effet, selon Julien Damon qui clôt ce dossier, contrairement à une idée reçue, il faut rompre avec l'idée selon laquelle il existerait, en France, d'une part, des périphéries populaires et, d'autre part, des centres-villes huppés. Aussi, sur le plan heuristique, est-il nécessaire de dépasser une vision binaire qui oppose de façon simpliste des territoires centraux aisés et des espaces périphériques déshérités. Mais, plus encore, insiste le socio-économiste, plus les villes sont riches, plus elles comptent de populations précarisées. Ce paradoxe peut s'observer aussi bien en France que dans l'Union européenne et dans le monde : « En effet, plus généralement, la ville est un sas qui permet, potentiellement, de passer de la pauvreté à la prospérité. Les villes ne rendent pas les gens pauvres. Elles les attirent. Ce ne sont pas d'abord les dynamiques économiques internes de la ville qu'il faut prendre en considération, mais les migrations, entre villes, des personnes et des ménages défavorisés ». Ayant le sens de la formule, l'auteur n'hésite pas à affirmer que, dans une certaine mesure, « la pauvreté est un signe de succès des villes ». Si les villes aisées se trouvent confrontées à de la pauvreté, c'est entre autres raisons, parce qu'elles offrent aux personnes précarisées des opportunités professionnelles, des occasions de rencontre, des offres de services, des biens et des réseaux qu'elles ne trouvent pas ailleurs. Loin de certaines rhétoriques politiques, il convient donc de souligner à quel point la présence de personnes pauvres est un signe du dynamisme et d'attractivité d'une ville. Le paradoxe vaut d'être souligné : alors que le marketing urbain vise quasi exclusivement à attirer les clients les plus aisés, les touristes les plus consuméristes ou encore les entreprises les plus florissantes, force est de constater que ce même marketing urbain, à son corps défendant, entraîne dans son sillage toute une catégorie de population qui n'est pas forcément souhaitée.

Conclusion

Les articles composant ce dossier permettent de saisir combien la communication se décline à la fois *dans*, *entre* et *contre* les villes. En effet, derrière le mot « communication » se découvrent des dynamiques plurielles, qu'il s'agisse d'échange et d'interaction, de conflit et de mise à distance, de rapprochement et de solidarité, de promotion et de valorisation, ou encore de compétition et de concurrence. Du point de vue communicationnel, la ville est une œuvre inachevée car elle est l'objet de multiples définitions, représentations, interprétations et actions. Elle n'est en aucun cas une œuvre *achevée*, mais bien une œuvre *ouverte*, pour reprendre la distinction proposée par Umberto Eco (1962) lorsqu'il cherchait à définir le statut d'une œuvre d'art. De même que « jouir d'une œuvre d'art revient à en donner une interprétation, une exécution, à la faire revivre dans une perspective originale » (*ibid.* : 18), jouir de la ville revient à la vivre, à la penser et à la sentir à travers de multiples perspectives inédites.

Références

- Allemand S., Ascher F., Lévy J., dirs, 2004, *Les sens du mouvement*, Paris, Belin.
- Appadurai A., 1996, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, trad. de l'anglais par F. Bouillot, Paris, Payot, 2001.
- Bauman Z., 1998, *Le coût humain de la mondialisation*, trad. de l'anglais par A. Abensour, Paris, Hachette, 1999.
- Beck U., 1999, *World Risk Society*, Cambridge, Polity Press.
- 2004, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, trad. de l'allemand par A. Duthoo, Paris, Aubier, 2006.
- Dollfus O., 1997, *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Eco U., 1962, *L'œuvre ouverte*, trad. de l'italien par C. Roux de Bézieux, Paris, Éd. Le Seuil, 1965.
- Elias N., 1987, *La société des individus*, trad. de l'allemand par J. Etoré, Paris, Pocket, 1991.
- Friedman J., 2000, « Des racines et (dé)routes. Tropes pour Trekkers », *L'Homme*, 156, pp. 187-206.
- Grafmeyer Y., 1994, *La sociologie urbaine*, Paris, Nathan.
- Insee, 2009, *Cinquante ans de consommation en France*, Paris, Institut national de la statistique et des études économiques.
- Kaufmann V., 2007, « La motilité : une notion clef pour revisiter l'urbain », pp. 179-187, in : Bassand M., Kaufmann V., Joye D., dirs, *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- 2009, « La théorie urbaine en devenir », pp. 640-665, in : Stébé J.-M., Marchal H., dirs, *Traité sur la ville*, Paris, Presses universitaires de France.
- Lefebvre H., 1970, *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard.
- Lévy J., 2009, « Mondialisation des villes », pp. 667-721, in : Stébé J.-M., Marchal H., dirs, *Traité sur la ville*, Paris, Presses universitaires de France.
- Lussault M., 2007, *L'homme spatial*, Paris, Éd. Le Seuil.
- 2009, « Urbain mondialisé », pp. 723-771, in : Stébé J.-M., Marchal H., dirs, *Traité sur la ville*, Paris, Presses universitaires de France.
- Marchal H., Stébé J.-M., 2011, *Les grandes questions sur la ville et l'urbain*, Paris, Presses universitaires de France, 2014.
- Rosa H., 2010, *Accélération et aliénation*, trad. de l'anglais par T. Chaumont, Paris, Éd. La Découverte, 2012.
- Sassen S., 1991, *La ville globale. New York, Londres, Tokyo*, trad. de l'américain par D.-A. Canal, Paris, Descartes & Cie, 1996.
- Stébé J.-M., Marchal H., dirs, 2009, *Traité sur la ville*, Paris, Presses universitaires de France.
- Urry J., 2000, *Sociology beyond Societies*, London, Routledge.